

## **Lens, miroir d'une droitisation des classes populaires ?**

**Pierre Wadlow**

*À Lens, ville de tradition populaire depuis longtemps ancrée à gauche, l'extrême droite s'installe dans le paysage électoral. Pierre Wadlow décrit les ressorts sociologiques du vote dans cette ancienne cité minière et montre notamment que le renouvellement générationnel de l'électorat profite dans ce territoire au Rassemblement national.*

Depuis le début des années 2000, la question de la « droitisation » des classes populaires en France et en Europe est régulièrement posée dans le débat public et académique (De Waele et Vieira 2011). Ces classes populaires auraient, en France, largement délaissé la gauche pour se tourner vers le Rassemblement national, de sorte que ce processus se confond souvent avec une « extrême droitisation ». Malgré son succès, cette théorie se heurte pourtant à plusieurs écueils (Collovald 2004), à la fois historiques – il a toujours existé des classes populaires qui votaient à droite (Michelat et Simon 1977) –, sociologiques, les classes populaires n'étant pas un ensemble homogène (Peugny 2015) et politiques, dans la mesure où plusieurs fractions de celles-ci continuent de voter à gauche. Alors que le principal comportement électoral des classes populaires est le plus souvent l'abstention (Lehingue 2015), les travaux du Collectif Focale (2022) tendent à démontrer une polarisation de ces électeurs entre la gauche et l'extrême droite. Plus largement, cette théorie de la droitisation uniformise un phénomène complexe dont les mécanismes diffèrent selon le territoire (Girard et Rivière 2013), l'offre politique, l'élection et le profil des habitants<sup>1</sup>.

L'objectif de cet article est de donner à voir cette diversité des choix électoraux au sein de différentes fractions de ces classes populaires, y compris dans des scrutins de natures différentes. Dans cette perspective, notre article s'appuie sur un questionnaire à la sortie des urnes distribué lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 dans deux bureaux de vote de la ville de Lens. Ce questionnaire est réalisé dans le cadre d'une enquête ethnographique de deux ans à Lens, dont les premiers résultats complètent l'analyse quantitative des votes. Au total, 290 questionnaires complets (soit environ un cinquième des suffrages exprimés dans chacun des bureaux de vote) ont été collectés et exploités. Les réponses des enquêtés sur leurs votes obtenues sont relativement similaires aux résultats du scrutin dans les deux bureaux étudiés<sup>2</sup>.

### **Une ville populaire de gauche où l'extrême droite s'installe dans le paysage électoral**

Lens, capitale symbolique du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, est une ville de 31 500 habitants. Sa sociologie reflète assez bien les caractéristiques socio-économiques de ce territoire fortement marqué par les crises successives de désindustrialisation (fermeture des mines dans les années 1980-1990 suivie de la délocalisation de plusieurs industries dans les secteurs de la métallurgie ou de l'automobile à partir des années 1990). C'est ainsi une ville fortement populaire, le taux de chômage y est de 19,7 %, plus de 10 points au-dessus de la moyenne nationale, et le taux de pauvreté de 23,1 %, soit 8 points au-dessus de cette moyenne. Les employés (17 %) et les ouvriers (16 %) y sont surreprésentés, et les cadres y sont quant à eux sous-représentés (4 %).

<sup>1</sup> Lire : <https://www.lemonde.fr/blog/terrainscampagnes/2020/03/13/et-si-les-terris-lensois-restaient-rouges/>.

<sup>2</sup> Le vote pour M. Le Pen est sous-représenté de 7 points dans un des deux bureaux de vote, tandis que celui pour J.-L. Mélenchon est surreprésenté de 4 points dans l'autre. Les autres écarts ne dépassent pas les 3 points.

La ville de Lens s'avère donc un terrain privilégié pour saisir les ressorts sociologiques des votes populaires. En lien avec la transition économique citée précédemment, cette ville moyenne et populaire a aussi entamé une transition politique depuis une vingtaine d'années. À chaque élection, ce bastion historique du Parti socialiste fait face à une hausse régulière de l'extrême droite lors des scrutins présidentiels. Ainsi, depuis les élections présidentielles de 2007, le score des candidats de la famille Le Pen ne cesse de grimper à Lens. Jean-Marie Le Pen y obtient 17 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, contre 40 % en 2022 pour Marine Le Pen. Cette trajectoire n'est pas propre à Lens et se retrouve dans l'ensemble du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (Wadlow 2022). Ces bons scores de la candidate du RN dans un territoire où la gauche était pourtant hégémonique jusque dans les années 1980 (Sawicki 2002) posent question. Lors de la dernière élection présidentielle<sup>3</sup>, on observe un sur-vote pour le RN (40 % à Lens contre 23 % au niveau national) et une sous-représentation du vote Macron (21 % à Lens contre 28 % au niveau national). Quant au vote Mélenchon, il est à peu près au même niveau qu'à l'échelle nationale (23 % contre 22 %).

Ces résultats sont cependant à nuancer compte tenu de l'abstention, qui est toujours plus forte à Lens qu'au niveau national, avec par exemple 11 points d'écart au premier tour du scrutin présidentiel de 2022 (37 % contre 26 % au niveau national). Ainsi, rapporté au pourcentage des inscrits, Marine Le Pen ne récolte plus « que » 24 % des suffrages. Enfin, malgré cette progression constante aux scrutins nationaux, le RN n'arrive pas à convertir l'essai à l'échelon local. Depuis 1947, la ville est dirigée par un maire socialiste. Lors des dernières élections municipales, le maire socialiste sortant a été réélu dès le premier tour, avec 56 % des suffrages exprimés, face à un candidat du RN qui n'a rassemblé que 23 % des suffrages.

### Une stabilité politique à géométrie variable

L'un des premiers résultats de notre enquête est la stabilité des choix lors des élections présidentielles, même si la mémoire du vote peut s'avérer défaillante et que les comportements de vote sont reconstruits *a posteriori* dans le cadre de l'enquête. Le tableau 1 montre ainsi que la majorité des électeurs ont répété leur choix de 2017. Cela est particulièrement prégnant pour M. Le Pen et E. Macron, dont les votants sont composés à plus de 70 % d'électeurs ayant déjà voté pour eux en 2017. C'est moins visible chez J.-L. Mélenchon, qui recrute chez les anciens électeurs d'E. Macron et de B. Hamon, mais aussi chez des primo-votants. Cette stabilité ne se retrouve cependant pas si on s'intéresse aux élections locales. L'analyse des questionnaires montre en effet que seuls 13 % des électeurs de M. Le Pen de 2017 se sont tournés vers le candidat du RN lors du scrutin municipal de 2020, ce qui démontre un faible ancrage local du parti d'extrême droite dans ce territoire. Là où la gauche est partie unie derrière le maire sortant, qui est né et a grandi à Lens, le RN a présenté un candidat né à Marseille et très récemment arrivé dans la ville. Ainsi, lors d'une élection locale et dans une ville dans laquelle l'histoire et le patrimoine miniers restent centraux, le « capital d'autochtonie » (Retière 2003) est une ressource majeure.

**Tableau 1. Vote en 2022 selon le vote des répondants en 2017 au premier tour (en %)**

	J.-L. Mélenchon	E. Macron	M. Le Pen
M. Le Pen	3	2	72
E. Macron	22	78	12
J.-L. Mélenchon	44	3	0
B. Hamon	9	5	1
Abstention	3	5	4
Non inscrit	19*	7	10
Total (en %)	100	100	100
Effectif total par candidat	91	70	82

\* Lecture : 19 % des électeurs de J.-L. Mélenchon de 2022 sont des néo-inscrits.

Source : Enquête à la sortie des urnes, Lens, 2022.

<sup>3</sup> Voir ici les résultats détaillés : [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult\\_\\_presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/032/062/062498.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult__presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/032/062/062498.html).

On retrouve cependant une forme de cohérence dans l'autopositionnement politique déclaré par les électeurs sur l'axe gauche-droite. Les électeurs de J.-L. Mélenchon se positionnent ainsi à gauche à plus de 70 %. D'une certaine manière, il en est de même du côté de M. Le Pen, dont les électeurs se situent, lorsqu'ils se positionnent, clairement à droite ou très à droite. On remarque cependant que les deux tiers des votants pour M. Le Pen (qui déclarent pourtant leur vote dans l'enquête) refusent de se situer dans le clivage gauche-droite. Cela peut se comprendre en regardant plus en détail le profil des électeurs frontistes, qui appartiennent en majorité aux classes populaires, que l'on sait plus réticentes à se positionner sur ce clivage. Les électeurs d'E. Macron sont quant à eux plus hétérogènes en 2022, dans le sens où on y retrouve des individus se positionnant à gauche, à droite ou au centre.

## Un renouvellement générationnel qui profite à l'extrême droite

Contrairement à ce que l'on peut observer au niveau national ou dans certaines autres villes moyennes et populaires, comme Roubaix (PEOPLE2022 2022), les jeunes lensois ne se sont pas majoritairement tournés vers J.-L. Mélenchon. Ainsi, 59 % des électeurs de M. Le Pen ont moins de 35 ans, contre 39 % des électeurs de J.-L. Mélenchon et 19 % des électeurs d'E. Macron (tableau 2). À l'inverse, 44 % des électeurs d'E. Macron ont 55 ans ou plus, contre 23 % des électeurs de J.-L. Mélenchon et 16 % des électeurs de M. Le Pen. Ces données permettent de battre en brèche l'idée d'un passage vers l'extrême droite des anciens électeurs de gauche. Faute d'électeurs de droite sur ce territoire (Gougou 2015), M. Le Pen séduit plus fortement les nouvelles générations, qui ont grandi à l'heure de la banalisation de l'extrême droite, qui ont peu connu le socialisme municipal et pour qui la gauche reste associée au déclin industriel de la région ou aux affaires judiciaires qui ont entaché certains élus du territoire. Ces difficultés pour la gauche à séduire les nouvelles générations dans des territoires désindustrialisés ont déjà été observées dans d'autres territoires, notamment autour de la banlieue rouge (Gouard 2014).

**Tableau 2. Vote selon l'âge des répondants (en %)**

Âge	J.-L. Mélenchon	E. Macron	M. Le Pen
65 ans ou plus	12	26	4*
55-64 ans	11	18	12
45-54 ans	19	19	16
35-44 ans	19	18	12
25-34 ans	20	13	37
18-25 ans	19	6	22
Total (en %)	100	100	100
Effectif total par candidat	91	70	82

\* Lecture : 4 % des électeurs de M. Le Pen ont plus de 65 ans.

Source : Enquête à la sortie des urnes, Lens, 2022.

Cette variable de l'âge doit être articulée avec d'autres, car ce n'est pas seulement l'âge qui peut expliquer le vote mais aussi la position sociale de ces individus. En ce sens, la faible proportion d'étudiants à Lens peut aussi expliquer les percées du RN chez ces jeunes, qui ne sont pas les mêmes « jeunes » que ceux des métropoles tertiarisées et universitaires. De plus, les plus jeunes ont eu moins de temps pour s'intégrer localement dans leur territoire, ce qui favorise un vote à l'extrême droite.

## Une insertion locale et un vécu des discriminations défavorables au RN

Notre enquête confirme que la variable religieuse reste une variable lourde des comportements électoraux. Comme dans le reste de la France, on observe une surreprésentation de votants se

déclarant appartenir à la religion musulmane chez les électeurs de J.-L. Mélenchon (38 %), ainsi qu'une surreprésentation d'enquêtés catholiques chez E. Macron (52 %). Cependant, comme le rappelle Vincent Tiberj (2015), ces relations statistiques ne permettent pas de conclure à un vote communautaire. Notre enquête permet ainsi de saisir le rôle central de l'expérience discriminatoire dans le choix électoral (Talpin *et al.* 2021). Nos données montrent ainsi une corrélation entre le vécu d'une discrimination et un vote de gauche. En ce sens, 48 % des électeurs de J.-L. Mélenchon déclarent avoir vécu une discrimination (sexiste, raciste ou liée au handicap) contre 19 % pour M. Le Pen et 23 % pour E. Macron. La principale discrimination relevée est le racisme, dont 30 % des électeurs de J.-L. Mélenchon disent avoir été victimes, contre 4 % pour M. Le Pen.

Ensuite, l'enquête localisée permet aussi d'éclairer l'idée, développée par Michel Pialoux et Stéphane Beaud (1999) et reprise par le Collectif Focale (2022), d'un lien entre « l'anomie sociale » (forme de désaffiliation sociale) et le vote RN. Cette relation se vérifie très bien lors de cette présidentielle à Lens. Les électeurs de M. Le Pen sont en effet constitués à 90 % d'habitants ne déclarant appartenir à aucune association, et seuls 6 % déclarent appartenir à un syndicat. *A contrario*, les électeurs de J.-L. Mélenchon semblent bien plus insérés localement : 36 % déclarent appartenir à une association et 15 % à un syndicat. Quant à E. Macron, ses électeurs se situent entre les deux, avec 23 % se déclarant membre d'une association et 8 % d'un syndicat. Si l'influence d'une adhésion associative ou syndicale sur la politisation est un phénomène assez bien renseigné (Hamidi 2006), nos travaux prolongent ces recherches en interrogeant son éventuel effet négatif sur le vote d'extrême droite.

Au-delà d'un simple effet mécanique entre l'appartenance à une association et le vote à gauche, on peut supposer que l'insertion locale joue aussi un rôle sur la perception qu'ont les habitants de leur territoire (tableau 3). Beaucoup des associations lensoises, sportives ou culturelles, se réfèrent d'une façon ou d'une autre à l'histoire et au patrimoine minier. Cette valorisation du territoire a des effets concrets sur l'orientation du vote. Ainsi, on voit que 17 % des électeurs de Le Pen se déclarent « pas du tout fiers » de vivre à Lens, contre seulement 4 % pour ceux optant pour J.-L. Mélenchon. À l'opposé, 34 % se déclarent « tout à fait fiers » du côté de l'extrême droite contre 46 % pour la gauche. Cette insertion locale et ce sentiment de fierté ne sont cependant pas liés à l'ancienneté d'emménagement, qui est relativement similaire dans ces deux électors. Pour comprendre cette différence de sentiment, qui renvoie plus largement à la perception de sa propre position dans la société, il faut plutôt regarder du côté des propriétés sociales des répondants.

**Tableau 3. Vote selon la fierté de vivre à Lens des répondants (en %)**

<b>Fierté de vivre à Lens</b>	<b>J.-L. Mélenchon</b>	<b>E. Macron</b>	<b>M. Le Pen</b>
Pas du tout	4	21	17*
Pas vraiment	23	20	31
Un peu	27	23	17
Tout à fait	46	36	35
<i>Total (en %)</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Effectif total par candidat</i>	<i>91</i>	<i>70</i>	<i>82</i>

\* Lecture : 17 % des électeurs de M. Le Pen se disent « pas du tout fiers de vivre à Lens ».

Source : Enquête à la sortie des urnes, Lens, 2022.

### **Un vote RN de « petit stable » ?**

L'un des éléments les plus significatifs pour distinguer les électeurs de J.-L. Mélenchon et ceux de M. Le Pen, à Lens comme au niveau national, est leur niveau de diplôme (tableau 4). À Lens, 54 % des électeurs de cette dernière ont un diplôme inférieur au baccalauréat et seulement 10 % un niveau bac + 3 ou plus. À l'opposé, les électeurs d'E. Macron et de J.-L. Mélenchon sont bien plus diplômés : respectivement 32 % et 39 % ont un bac + 3 ou plus.

**Tableau 4. Vote selon le niveau de diplôme des répondants (en %)**

	<b>J.-L. Mélenchon</b>	<b>E. Macron</b>	<b>M. Le Pen</b>
Inférieur au bac	18	25	54*
Baccalauréat	21	24	23
Bac + 2	21	19	14
Bac + 3 ou plus	39	32	10
<i>Total (en %)</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Effectif total par candidat</i>	<i>91</i>	<i>70</i>	<i>82</i>

\* Lecture : 54 % des électeurs de M. Le Pen ont un diplôme inférieur au bac.

Source : Enquête à la sortie des urnes, Lens, 2022.

Sur le plan socio-professionnel, si les électeurs de Le Pen sont le plus souvent des salariés stables du secteur privé (36 % contre 28 % pour E. Macron et 23 % pour J.-L. Mélenchon), ce sont aussi des salariés précaires (19 % contre 7 % pour E. Macron et 6 % pour J.-L. Mélenchon) (tableau 5). Quant au statut résidentiel, l'électorat RN est légèrement plus constitué de propriétaires que l'électorat de gauche (41 % contre 37 %), mais moins que l'électorat d'E. Macron (50 %). De plus, on observe une surreprésentation des locataires du parc social chez les électeurs de M. Le Pen (37 % contre 28 % pour la gauche).

**Tableau 5. Vote selon le statut professionnel actuel des répondants (en %)**

	<b>J.-L. Mélenchon</b>	<b>E. Macron</b>	<b>M. Le Pen</b>
Salarié stable du privé	23	28	36*
Salarié stable du public	30	18	10
Salarié précaire	6	7	19
Indépendant	5	3	4
Chômage ou RSA	5	3	7
Retraité	12	28	7
Étudiant	17	8	9
Autre	2	5	7
<i>Total (en %)</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
<i>Effectif total par candidat</i>	<i>91</i>	<i>70</i>	<i>82</i>

\* Lecture : 36 % des électeurs de M. Le Pen sont des salariés stables du secteur privé.

Source : Enquête à la sortie des urnes, Lens, 2022.

Enfin, lorsque l'on demande aux individus de juger leur situation financière, seuls 28 % des électeurs de Le Pen déclarent « arriver à mettre de l'argent de côté » contre 61 % pour E. Macron et 48 % pour J.-L. Mélenchon. En ce sens, nos données ne vérifient qu'en partie les travaux de Violaine Girard (2017), qui démontrent le succès du RN chez les fractions stabilisées des classes populaires, les « petits stables ». En effet, nos données indiquent que le RN parvient à attirer des électeurs confrontés à une instabilité professionnelle et financière, du moins parmi ceux qui se rendent aux urnes.

L'ensemble de ces données nous permet de mieux comprendre les ressorts sociologiques du vote en territoire populaire. D'un côté, E. Macron attire massivement les propriétaires, relativement aisés et âgés de plus de 50 ans ; J.-L. Mélenchon attire un électorat plus jeune, relativement diplômé, socialement hétérogène, mais inséré localement et plus souvent victime de discriminations. Quant à M. Le Pen, elle attire les électeurs les moins diplômés, les moins stables professionnellement et financièrement, mais aussi les moins insérés localement.

La prise en compte de l'insertion locale et de l'expérience des discriminations permet ainsi de mieux comprendre la polarisation entre la gauche et l'extrême droite au sein des classes populaires dans le contexte lensois, et au-delà.

## Bibliographie

- Beaud, S. et Pialoux, M. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris : Fayard.
- Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O. et Siblot, Y. 2008. *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris : La Découverte.
- Collectif Focale. 2022. *Votes populaires ! Les bases sociales de la polarisation électorale dans la présidentielle de 2017*, Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Collectif PEOPLE2022. 2022. « Présidentielle 2022 à Roubaix : les déterminants sociaux du vote populaire ont-ils vraiment changé ? », *Métropolitiques*, 11 juillet 2022, URL : [https://metropolitiques.eu/Presidentielle-2022-a-Roubaix-les-determinants-sociaux-du-vote-populaire-ont.html?var\\_mode=calcul](https://metropolitiques.eu/Presidentielle-2022-a-Roubaix-les-determinants-sociaux-du-vote-populaire-ont.html?var_mode=calcul).
- Collovald, A. 2004. *Le « Populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- De Waele, J.-M. et Vieira, M. (dir.). 2011. *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris : Economica.
- Girard, V. et Rivière, J. 2013. « Grandeur et décadence du « périurbain ». Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, 3 juillet 2013, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Grandeur-et-decadence-du.html>.
- Girard, V. 2017. *Le Vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Gouard, D. 2014. *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Lormont : Le Bord de l'eau.
- Gougou, F. 2015. « Les ouvriers et le vote Front national. Les logiques d'un réalignement électoral », in S. Crépon, A. Dézé et N. Mayer (dir.), *Les Faux-semblants du Front national*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 323-344.
- Hamidi, C. 2006. « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, p. 5-25. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2006-1-page-5.htm>.
- Lehingue, P. 2015. « Les classes populaires et la démocratie représentative en France : *exit, voice* ou *loyalty* ? », *Savoir/Agir*, n° 31, p. 25-34. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2015-1-page-25.htm>.
- Michelat, G. et Simon, M. 1977. *Classe, religion et comportement politique*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Éditions sociales.
- Peugny, C. 2015. « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 5-6, p. 735-759. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2015-5-page-735.htm>.
- Retière, J.-N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143. Disponible en ligne à l'URL suivant : [https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2003\\_num\\_16\\_63\\_1295](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2003_num_16_63_1295).
- Sawicki, F. 2002. *Le Bassin minier, bastion de la gauche*, Lille : Presses universitaires du Septentrion.
- Talpin, J., Balazard, H., Carrel, M., Hadj Belgacem, S., Kaya, S., Purenne, A. et Roux, G. 2021. *L'Épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires*, Paris : PUF.
- Tiberj, V. 2015. « Le vote musulman n'existe pas... pour l'instant », *La Pensée*, n° 384, p. 45-55. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2015-4-page-45.htm>.

Wadlow, P. 2022. « Une marée bleu Marine ? Plongée dans l'élection présidentielle du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais », *The Conversation*, 10 mai 2022, URL : <https://theconversation.com/une-maree-bleu-marine-plongee-dans-lelection-presidentielle-du-bassin-minier-du-nord-pas-de-calais-182307>.

**Pierre Wadlow** est doctorant en science politique au sein du CERAPS (UMR 8026), laboratoire de recherche rattaché à l'université de Lille. Il réalise actuellement une thèse sur la politisation des classes populaires dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Ses travaux, mobilisant des données quantitatives couplées à une approche ethnographique, cherchent à analyser les rapports ordinaires au politique au prisme des représentations du monde social de ces classes populaires.

**Pour citer cet article :**

Pierre Wadlow, « Lens, miroir d'une droitisation des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 28 novembre 2022. URL : <https://metropolitiques.eu/Lens-miroir-d-une-droitisation-des-classes-populaires.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.1860>.